



CHAMBRE D'AGRICULTURE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL_444_5Approb-DE

N/Réf : CB/SG

Accusé de réception

Service Aménagement, Environnement & Filières

Orientation : Avis Personne Publique Associée Scot du Pays Lédonien

Publication : 17/12/2025

Origine : Syndicat Mixte du Pays Lédonien

Date de réception : 25/03/2025

Durée : Trois mois

Révision N°2 du Scot
suivi par Claude Bailly



COURRIER ARRIVÉ LE

16 JUIN 2025

PETR
Pays Lédonien

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DU PAYS LEDONIEN

Monsieur le Président

4 Avenue du 44^{ème} RI

39000 LONS LE SAUNIER

Lons le Saunier, le 10 juin 2025

Siège Social

455 rue du Colonel de Casteljaud
B.P. 40417
39016 LONS LE SAUNIER CEDEX
Tél : 03 84 35 14 14
Fax : 03 84 24 82 15
Email : accueil@jura.chambagri.fr

Agence Fouchérans

ZAC de Fouchérans
16 chemin de Rougemont
39100 FOUCHÉRANS

Agence Champagnole

3 rue Victor Berard
39300 CHAMPAGNOLE

Monsieur le Président,

Cette deuxième révision du SCOT du Pays Lédonien permet de prendre en compte l'extension de son périmètre et les évolutions réglementaires. Également, cette nouvelle révision permet d'intégrer les objectifs de la loi climat et résilience déclinés par le SRADDET.

Ces orientations stratégiques, pour le territoire, concernent désormais 4 EPCI, 199 communes pour une population de 88 500 habitants. Ce périmètre, important par sa superficie, présente une diversité de spécificités avec un pôle urbain, des bourgs et de petites communes rurales.

Si cette diversité peut générer des difficultés dans les objectifs d'aménagement du territoire, elle présente aussi de nombreuses opportunités de complémentarités et de synergies

Concernant le **diagnostic** réalisé, la Chambre d'agriculture souhaite insister sur quelques problématiques qui apparaissent et qui risquent de s'accroître au fil du temps.

La première concerne directement l'activité agricole qui est sur une bonne dynamique grâce à ses AOP fromagères et viticoles. Cependant, le renouvellement des générations, la transmission des exploitations et des domaines nécessitent, désormais, des financements importants.

Ces transmissions sont parfois difficiles avec le risque d'intervenants et de financement extérieurs et ne sont pas toujours en adéquation avec les pratiques et les enjeux locaux.

La deuxième concerne le foncier agricole avec :

- des exploitations dont la ressource foncière est fondamentale vis-à-vis du cahier des charges des AOP et des évolutions climatiques exigeants des réserves fourragères et de la sécurité,
- une pression de plus en plus forte des opérateurs énergétiques pour le développement du photovoltaïque au sol, source de revenu pour les collectivités locales,
- une diversification agricole nécessaire pour le territoire mais dont l'accès au foncier est très difficile.



La troisième concerne le potentiel de logement et l'accès au logement.

Le territoire éprouve des difficultés à retenir la plus jeune population avec, notamment, des conséquences de recrutement pour toutes les entreprises, y compris agricoles. Face au vieillissement de la population, au desserrement des ménages, l'accès au logement est un levier essentiel. Cet accès au logement est, d'ailleurs, fondamental pour la transmission et l'installation agricole.

La typologie de l'offre doit évoluer vers plus de logements locatifs de moyenne et petite surface, y compris des logements collectifs. Cette diversification de l'offre, sur l'ensemble du périmètre, répondrait à l'objectif d'équilibre et de complémentarité des territoires. Cette orientation permettrait, notamment, de valoriser de vastes et anciennes constructions rurales qui se retrouvent à l'abandon ou sous valorisées.

D'une manière générale, sur **l'axe transversal**, le Scot se conforme aux objectifs du SRADDET sur la base d'une consommation foncière antérieure établie par un important travail. L'objectif de réduction de consommation foncière est tenu pour la période 2021-2031 (-50.9%). Pour les périodes suivantes, un effort très important de sobriété foncière est demandé entre 2045 et 2050 pour atteindre la zéro artificialisation. L'effort est donc différé avec une répartition non régulière de la réduction de consommation foncière.

Intercommunalités	Max 2021-2030 (10 ans)	Max 2031-2040 (10 ans)	Max 2041-2045 (5 ans)	Totaux
ECLA	75 ha	56 ha	17 ha	148 ha
Bresse Haute-Seille	72 ha	51 ha	16 ha	139 ha
Porte du Jura	32 ha	21 ha	07 ha	60 ha
Terre d'Émeraude	82 ha	54 ha	17 ha	153 ha
Total	261 ha	182 ha	57 ha	500 ha

Le Scot, dans cette orientation demande, de réinvestir les dents creuses en les caractérisant par une surface variable de 500 m² en bourg centre, 700 m² en bourg relais et/ou 800 m² en zone rurale. Au-delà de 2500 m², elles constitueront une consommation foncière et seront soumises à des OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation).

L'objectif de vacance de logement est de tendre vers 7% et de densifier les surfaces ouvertes à l'urbanisation



	Densité moyenne pour l'accueil des nouvelles populations pour chaque EPCI	Densité moyenne pour le maintien de la population (desserrement, etc.) pour chaque EPCI
Pôle urbain	15 log/ha	30 log/ha
Bourg-centre	15 log/ha	25 log/ha
Bourg-relais	15 log/ha	20 log/ha
Communes rurales	12 log/ha	15 log/ha

Le Scot préconise une offre de logements suffisante et diversifiée, notamment, avec un objectif de production de 40% de logement sans foncier entre 2025 et 2045. Cela impose un effort de valorisation et de renouvellement urbain important. Le Scot demande une diversification de l'offre de logements avec une mixité sociale. Des contraintes, avec un pourcentage de logement aidés, sont fixées mais la typologie des logements est peu orientée.

L'axe 2 prend bien en compte les enjeux agricoles, notamment, par une exigence de prise en compte dans les documents d'urbanisme de :

- la valeur agronomique et d'usage des terres,
- la protection des surfaces viticoles plantées,
- la protection des sites agricoles et de leurs perspectives de développement,
- la nécessité d'assurer et permettre des possibilités d'évolution des constructions agricoles en lien avec la diversification,
- l'existence de besoins de développement et de délocalisation des fruitières.

La Chambre d'agriculture souhaite que le Scot demande la reconnaissance des espaces agricoles en zone agricole des PLU. Cela permet de reconnaître le potentiel agricole existant et autorise l'ouverture de ces espaces à des possibilités de diversification agricole dont l'accès au foncier est extrêmement difficile. Le zonage en zone naturelle ne permettant pas habituellement l'implantation d'activités agricoles diversifiées.

En ce qui concerne le développement économique, la Chambre d'agriculture a toujours été favorable à ce développement mais souhaite une vigilance particulière pour limiter et densifier la consommation d'espaces, notamment, lorsque qu'il s'agit d'espaces agricoles de bonne valeur ou d'une haute valeur d'usage. Également, nous prenons acte d'une enveloppe de 25 hectares réservés à des projets d'intérêt collectif et services publics structurants pour le Pays Lédonien. Nous notons qu'aucune localisation n'est fléchée.

Sur les espaces économiques, le principe ERC doit s'appliquer. EVITER, REDUIRE, COMPENSER. Les projets importants doivent faire l'objet d'études d'impact notamment sur l'activité agricole et selon l'article L112-1-3 du Code rural, ils peuvent être soumis à une compensation de l'économie agricole du territoire.

Sur ce registre, nous regrettons le coup parti sur la zone économique des Carrez à Moirans où nous avons exprimé notre désaccord lors de l'élaboration du PLU et du Scot du PNR.



La localisation de cette zone pouvait éviter les meilleures terres du secteur avec des alternatives proches sur des espaces sans valeur agricole. Etant donné l'avancement des projets et qu'il n'est plus possible de revenir en arrière, La Chambre d'agriculture veillera à ce que le principe de compensation à l'économie agricole soit bien mis en œuvre pour ce développement.

L'axe 3 concerne la préservation du cadre de vie. La sauvegarde des paysages, de la biodiversité et de la qualité des espaces naturels est nécessaire mais la Chambre d'agriculture souhaite rappeler que l'agriculture est une composante essentielle de ces secteurs (trame verte et bleue, milieux humides, pelouses sèches, corridors etc.).

En lien avec le développement touristique (axe 2) et permettre l'accès aux sites naturels (axe 3), nous souhaitons vous alerter qu'il est nécessaire de porter une attention particulière pour préserver durablement la fonctionnalité agricole de ces secteurs. Ces surfaces peuvent concerner des exploitations laitières ou diversifiées relativement extensives qui contribuent, par une valorisation pastorale et fourragère, à la préservation de l'ouverture de ces espaces et au maintien de bonnes conditions agroécologiques et d'une importante biodiversité.

Par ailleurs, en ce qui concerne le développement touristique, il est urgent de concilier, de manière organisée, l'exploitation agricole et la fréquentation touristique. Une bonne cohabitation des touristes avec l'activité agricole est un impératif. Une information pédagogique est maintenant nécessaire pour limiter les emprises et installations de plus en plus fréquentes sur le chemin d'exploitation ou à l'ombre d'une haie dans un pré. Une communication locale, envers les activités touristiques de pleine nature, doit être envisagée pour limiter :

- les stationnements entravant la circulation et les accès agricoles,
- les campements sauvages,
- la traversée des prés de fauche et des pâtures.

Cette information est également nécessaire pour avertir la présence de chiens protecteurs de troupeau etc....

Sur l'adaptation du territoire au changement climatique, l'évolution des règles d'urbanisme, d'assainissement, de préservation des ressources en eau et la promotion des économies d'eau sont essentielles. Mais la Chambre d'agriculture estime qu'il est désormais incontournable d'envisager, dans certains secteurs, le stockage de l'eau à partir des précipitations excédentaires à certaines périodes de l'année. Cela concerne également les productions maraîchères.

Sur l'objectif de conforter la gestion des déchets et la valorisation des matières premières du sol, la Chambre d'agriculture prend acte de la volonté de porter la part des énergies renouvelables à 32% de la consommation d'ici 2030.

Le Scot laisse le soin aux documents d'urbanisme d'identifier les sources de production en indiquant que « *La priorité est donnée à un développement en premier lieu sur les espaces artificialisés, puis selon l'atteinte des objectifs,*



une ouverture aux projets au sol pourra être envisagée, afin d'assurer l'atteinte des objectifs ».

Une vigilance est portée sur les enjeux paysagers mais pas sur les enjeux agricoles. Le lien n'est pas réalisé avec l'objectif de l'axe 2 de préserver les terres selon leur valeur et leur usage. Ce chapitre ne fait pas référence au contexte réglementaire récent concernant, en particulier, à l'approbation d'un document cadre et l'agri-voltaïsme.

Pour conclure, nous nous nous permettons d'insister sur :

- La nécessité d'orienter davantage la typologie des logements sur l'ensemble du territoire ; le logement collectif ou intermédiaire (semi collectif) permettra de répondre aux besoins tout en étant économes en foncier. Ce travail sur les formes urbaines doit s'accroître. Cela concerne également les zones rurales où la mutation et la transformation d'importantes constructions, constitue un enjeu patrimonial et de moindre consommation foncière.
- L'accès au logement collectif ou individuel qui est la clé déterminante de la transmission des exploitations agricoles. Les PLU doivent prendre en compte cette spécificité des territoires ruraux. Les maisons dites de gardiennages qui doivent être très encadrées, peuvent, dans certaines situations, répondre qu'en partie à cette problématique.
- La réhabilitation des friches agricoles où la déconstruction de bâtiments agricoles, sans usage, amiantés ou pas, peut contribuer à un renouvellement urbain de qualité sans conséquences sur la consommation foncière.
- Les PLU qui doivent identifier tous les espaces agricoles pour rester ouvert à la diversification agricole.
- Le stockage de l'eau excédentaire à certaine période de l'année qui mérite réflexion pour le maintien durable de certaines productions agricoles et fourragères ou maraîchères.
- La nécessité d'organiser et communiquer sur le partage d'usage du territoire respectueux des activités agricoles présentes.

Enfin, nous demandons particulièrement d'affirmer la protection des surfaces agricoles et des surfaces qui présentent un potentiel de reconquête, anciens espaces pastoraux ou zones d'appellation viticole, du développement photovoltaïque au sol. La reconquête de ces espaces constitue un potentiel pour les activités diversifiées et l'agri-voltaïsme en conjuguant potentiellement les intérêts agricoles aux intérêts des collectivités propriétaires.

Avec nos observations, recommandations et demandes qui pourrons, nous l'espérons, contribuer à votre projet, la Chambre d'agriculture vous fait part de son **AVIS FAVORABLE**.

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,
Christophe BUCHET

